

LIVRET A : DE L'ARGENT POUR LE LOGEMENT, PAS POUR L'ARMEMENT

Plus de 55 millions de Français es possèdent un livret A. La somme moyenne par livret est de 4 800 €, ce qui représente 288,6 milliards d'euros⁵. Et si l'on y ajoute le livret de développement durable et solidaire (LDDS) que possèdent 25 millions de Français es, le total est de 551,1 milliards d'euros à la fin de septembre 2023. Un tel pactole qui a augmenté de 41 milliards sur les neuf premiers mois de l'année 2023 ne pouvait pas laisser indifférent es nos gouvernant es⁶.

Voyons comment cet argent est utilisé : 60 % le sont par la Caisse des dépôts qui les investit dans des travaux d'intérêt général (construction de logements sociaux et infrastructures telles les écoles, les transports, les hôpitaux...). Les 40 % restants sont gérés par les banques - Caisses d'épargne, Crédit mutuel et autres - et sont, selon la loi⁷, employés « au financement des petites et moyennes entreprises, notamment pour leur création et leur développement, au financement de projets contribuant à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique... ». C'est là que prend place l'amendement émanant du député Renaissance Thomas Gassilloud : « après le mot climatique sont insérés les mots suivants : au financement des entreprises, notamment petites et moyennes, de l'industrie de défense française ». Cet amendement a été retenu par le gouvernement dans son projet de loi de finances pour 2024 adopté en première lecture grâce à l'article 49-3 le 7 novembre dernier.



Et voilà comment une partie de l'épargne des Français es va servir à l'industrie de l'armement.

Le logement n'en pâtira pas, dit Eric Bompard, Directeur général de la Caisse des dépôts, dans une interview à Capital⁸. Vue la manne qui ne cesse d'augmenter, il propose même de financer les 2/3 du programme nucléaire français ! Le livret d'épargne populaire à finalité sociale semble bel et bien enterré. Ce fléchage de l'argent du livret A vers les PME-PMI de la défense, 4 000 entreprises, s'inscrit dans un tel contexte de conflits armés et de souveraineté militaire qu'il trouvera approbation. Mais c'est un scandale. S'il y a tant d'argent disponible, comment expliquer qu'il y ait 330 000 personnes sans domicile en France, nombre qui a doublé depuis 10 ans ? Plus de 2,3 millions de Français es seraient en attente d'un logement social alors que la construction de HLM stagne à la suite de la politique imposée par l'exécutif aux bailleur es sociaux ales.

Jusqu'à quand allons-nous tolérer d'être gouverné es à coups de 49-3 ?

Marie-Claude DIAMANTIS

Droit au
logement
pour
tous !



⁵ <https://www.caissedesdepots.fr/dossier/livret-mais-quoi-sert-mon-epargne>

⁶ <https://www.caissedesdepots.fr/communiqués-de-presse>

⁷ https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038589627

⁸ <https://www.capital.fr/economie-politique/eric-lombard-caisse-des-depots-financer-la-transition-ecologique-ne-penaliser-pas-le-logement-social-1485234>